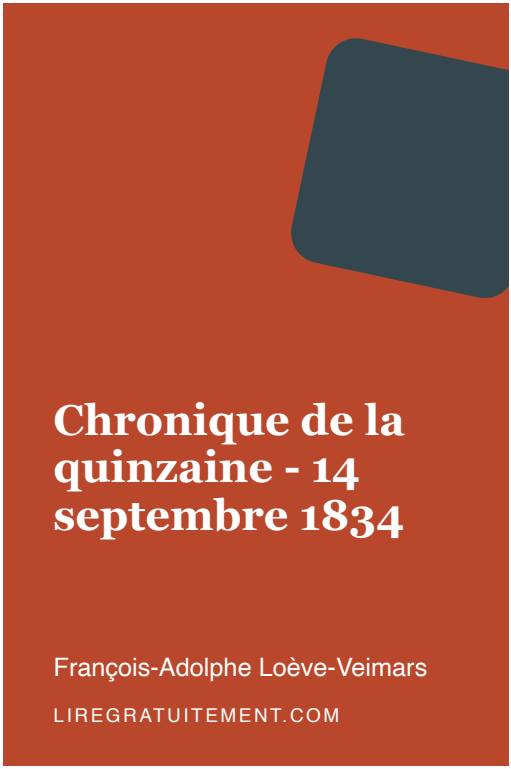


Chronique de la quinzaine - 14 septembre 1834

François-Adolphe Loève-Veimars

LU AVEC LIREGRATUITEMENT.COM

Livre libre de droits, lisible gratuitement en ligne et en quinze minutes par jour.

Chronique de la quinzaine - 14 septembre 1834

Retour à la liste

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE.

14 septembre 1834.

Faute d'événemens politiques, la question de responsabilité royale a occupé toute la presse pendant cette quinzaine. Une certaine franchise a régné dans cette discussion, même de la part des journaux ministériels. Ceux-ci n'ont pas nié trop fortement que le roi ne dirige à peu près seul les affaires, et que ses ministres ne composent guère qu'un comité consultatif dont on s'abstient quelquefois de suivre les avis. Le Journal des Débats, admettant le fait comme une supposition, s'est déclaré, en quelque sorte, partisan de cette manière d'entendre le gouvernement constitutionnel. Il faut, selon lui, l'accepter, puisque les chambres, les électeurs et les ministres l'acceptent. Le gouvernement constitutionnel est, avant tout, le gouvernement de la majorité, et si cette majorité a trouvé une chambre qui s'est unie avec un ministère dont les membres se bornent à être les commis du roi, tout ceci est une affaire purement personnelle entre le roi et ses ministres : chacun se fait un fardeau proportionné à sa capacité. Si les ministres reconnaissent au roi plus d'intelligence des affaires, plus de lumières, plus d'expérience qu'ils n'en ont eux-mêmes, on ne peut leur faire un crime de cette déférence. Libre à eux de prendre la responsabilité des actes du roi ; et qu'ils l'ac-

ceptent ou non, il faut bien qu'ils la prennent. La charte ne le veut-elle pas ainsi ? et la charte nous a promis une loi de responsabilité ministérielle qui viendra tôt ou tard, — peut-être.

L'opposition libérale n'entend pas de cette oreille. Elle conçoit aussi qu'il plaise au roi de gouverner, si c'est là son bon plaisir, et s'il se sent capable de mieux gouverner que ses ministres ; mais elle veut alors que le roi se résigne à être attaqué, elle veut qu'il souffre les inconvéniens du mode de gouvernement qu'il adopte : elle demande qu'il ne cumule pas l'irresponsabilité, l'impunité, pourrait-on dire, qui est attribuée au souverain constitutionnel, et le droit d'agir, de décider seul dans toutes les affaires. Enfin elle veut que la royauté, devenue agissante, descendue de son plein gré dans l'arène, et mêlée aux combattans, se dépouille de l'armure impénétrable dont le respect des peuples l'a couverte, et qu'elle lutte à armes égales. Enfin, dans ce duel d'intérêts, le parti populaire demande sa part du terrain et du soleil ; mais nous doutons qu'il l'obtienne.

L'opposition royaliste a cherché, avec son habileté ordinaire, à tirer parti de cette discussion. Il y a des choses incompatibles, dit-elle, l'irresponsabilité royale a suivi la royauté que vous avez chassée, celle que vous avez rendue responsable des ordonnances signées par ses ministres. La royauté révolutionnaire voudrait être irresponsable qu'elle ne le pourrait pas. Elle le sait, et elle veut au moins s'asseoir au gouvernail, car elle voit bien qu'elle sombrerait avec le navire ministériel, s'il prenait mal le vent. Le principe de l'irresponsabilité royale a été foulé aux pieds dans la personne de Charles x. Il ne peut être relevé que par une réhabilitation solennelle et complète. Donnez cette satisfaction aux principes, ou n'en parlez plus. Rétablissez la branche aînée, ou accep-

tez la branche cadette avec toutes les conditions d'un gouvernement révolutionnaire, c'est-à-dire un roi qui réponde des actions de ses ministres, et qui veuille, par conséquent, agir, tout faire, tout voir par lui-même. D'après ce raisonnement, le régime constitutionnel n'existerait plus en France depuis le jour où les ordonnances de Charles x contre la Charte n'ont pas été exécutées.

Les journaux anglais ne sont pas restés neutres dans cette polémique. Ce sont des raisons en quelque sorte domestiques qu'allèguent la plupart d'entre eux pour motiver la manière dont s'exécute le gouvernement représentatif en France. Le roi des Français aura beau faire, disent-ils, ses ministres l'ont aidé à prendre la couronne ; ils ont beau s'appeler ses fidèles sujets, ils ne sont pas moins ses amis, ses commensaux, ses compères. Le roi ne pourra jamais obtenir qu'ils le placent sur un autel, et qu'ils s'agenouillent devant lui. Il sera forcé de s'asseoir avec eux en conseil, de discuter, de proposer, d'influencer, de gouverner en un mot. En Angleterre, la place du roi est trop haut pour qu'il se mêle aux partis, son droit est consacré par des siècles et par d'admirables usages. Jamais les ministres ne discutent devant lui ; il ne connaît les affaires que par le résultat des délibérations du cabinet qu'on vient soumettre à sa sanction, et alors il décide, mais sans être influencé par la chaleur d'une discussion, sans que sa présence ait gêné la franchise d'un de ses ministres, ou que le désir de lui plaire et de faire des progrès dans son esprit les ait entraînés dans une manifestation contraire à leur propre pensée. C'est là, en effet, la position et le rôle qui conviennent le mieux à un roi constitutionnel ; mais qu'eussent fait les ministres anglais si, au lieu de George iii le farmer, comme on le nommait, occupé uniquement de sa basse-cour et insensé plus tard ; de George iv,

livré à la table et à ses maîtresses ; de Guillaume, esprit calme et tranquille, vieille jaquette bleue qui se plaît dans la retraite et le repos, le trône d'Angleterre eût été occupé par un prince laborieux, actif, qu'on nous passe le mot, intrigant, amoureux de négociations secrètes, d'affaires publiques, de menées diplomatiques, et par-dessus tout, ne s'en rapportant qu'à lui-même des soins du gouvernement ? Ils eussent sans doute protesté par leur retraite ; mais le moyen d'échapper à l'influence d'un tel caractère, quand il se trouve en possession du trône ? L'Angleterre l'eût subi, et peut-être ne s'en fût-elle pas trouvée plus mal que la France.

Nous ne pensons pas que la couronne veuille se soustraire à la responsabilité dont elle a pris en quelque sorte le poids par l'initiative qu'elle s'est attribuée dans le conseil. Il n'est pas dans la nature d'une capacité de repousser les suites de ses conceptions, et la capacité qui préside depuis long-temps en réalité le conseil des ministres n'en est pas en ce moment à regretter ses actes. Tout paraît lui réussir, et il semble que chaque jour les embarras s'éloignent. Les émeutes ne sont plus qu'un souvenir, les affaires commerciales renaissent par toute la France, et y répandent une sorte de prospérité ; les partis, comprenant que leur avenir est dans les chambres, et qu'ils ne feront de progrès dans l'opinion qu'en se servant des moyens d'influence que leur donne la constitution, les partis, qui ont encore quelque consistance, ont renoncé à se servir d'autres armes. À l'extérieur, la quadruple alliance se consolide, et de nouveaux liens s'établissent chaque jour entre la France et l'Angleterre. L'Espagne, soustraite pour toujours au pouvoir de la Sainte-Alliance, donne bien quelques inquiétudes d'un autre genre : on craint que l'esprit révolutionnaire n'y grandisse trop rapidement, et ne franchisse les limites entre les-

quelles on le maintient de ce côté des Pyrénées ; mais on est fort et habile, et l'on commence à se reposer sur son habileté. Ne parlait-on pas récemment d'un mariage projeté entre l'infant fils de don Francisco et une princesse d'Orléans, dans le cas d'une déchéance de la jeune reine ? On a aussi un prince à jeter en Portugal, et dans la main encore libre et vacante du duc d'Orléans se trouve le germe de quelque grosse alliance, que cette habileté qui résout tout fera certainement éclore. Tout va bien enfin, ou semble bien aller, et encore une fois ce n'est pas ce moment qu'on choisira pour abandonner le timon des affaires aux mains des ministres, ou même pour décliner la responsabilité dont on veut charger cette tête royale si vive et si agissante.

Cependant un point sombre se montre à l'horizon : ce n'est ni la ténacité que met don Carlos à se faire traquer par Rodil, ni la note remise par M. de Werther au sujet du retrait de l'exequatur du consul prussien à Bayonne, encore moins la banqueroute de l'Espagne ; mais bien l'avènement si heureux, si à propos et si vanté par tout ce qui tient au pouvoir, du maréchal Gérard à la présidence du conseil. Dans ce fait, nous ne voyons pas seulement la chute du ministère, mais un péril pour le gouvernement.

Le maréchal Gérard est entré au ministère de la guerre pour mettre fin à une administration évidemment dilapidatrice ; il n'y a même pas de courage à le dire, tant il est facile de le démontrer. Dès les premiers jours de son ministère, le maréchal Gérard, tout malade, tout exténué qu'il était, s'est mis avec cœur à remplir cette pénible tâche. Il a refusé de signer aucun marché, avant un examen qui demandera des réflexions et une attention sérieuses ; il a destitué quelques hauts employés, sans déguiser au public les motifs de leur renvoi ; et enfin, du fond de son lit de souffrance, il

a couronné dignement ces premiers travaux de réforme par un rapport au roi sur les crédits supplémentaires, où se trouve cette phrase qui restera : « La bonne foi est féconde en résultats. » Le roi a approuvé ce rapport.

Les journaux ministériels, qui vantaient la gloire, l'économie et la probité du maréchal Soult, ont aussitôt chanté les louanges du maréchal Gérard, éloges auxquels il a dû être fort sensible. Mais l'opposition de toutes les nuances et de toutes les couleurs a renchéri sur ces éloges. Ce n'était après tout que l'éloge de la droiture et de l'honnêteté, et il était assez naturel qu'il se trouvât dans toutes les bouches ; mais enfin cet éloge ne pouvait se faire qu'au détriment du ministre éloigné, au détriment de ses collègues qui connaissaient mieux que personne le désordre et tous les vices plus ou moins honteux de son administration, qui l'avaient soutenu et défendu à la tribune, avaient si long-temps marché avec lui, et s'étaient rendus solidaires de toute sa conduite ; et il ne pouvait aussi se faire qu'au détriment du pouvoir souverain, qui joue un rôle si actif dans les affaires, et qui s'était appuyé si hautement sur le maréchal Soult. Chaque louange adressée au maréchal Gérard est donc un coup qui ébranle le ministère, et qui porte même un peu plus haut.

Le pouvoir sait-il bien toutes les obligations qu'il s'est imposées en portant un homme tel que M. le maréchal Gérard à la présidence du conseil, et le maréchal lui-même sait-il tous les devoirs qu'il s'est prescrits en acceptant ? Le maréchal n'est pas seulement ministre de la guerre, il est président du conseil. La doctrine qu'il a établie pour les crédits supplémentaires, le mode de budget qu'il prescrit, il doit les imposer à ses collègues ; le flambeau qu'il a allumé pour éclairer les désordres de son dépar-

tement, doit être porté dans tous les autres ; ce flambeau éclairera toutes les figures qui sont près de la sienne, sur le banc des ministres, et qui se passeraient bien de cette clarté ; la chambre pourra lire, voudra lire sur ces visages, et il en est déjà qui lui ont semblé manquer de droiture et de loyauté. Plus l'opposition, plus les journaux ministériels, plus tout le monde louera le maréchal Gérard, plus le maréchal sera un embarras pour ses collègues, ou plutôt ses collègues un embarras pour lui ; il ne pourra marcher avec eux, et eux avec un tel homme ; et comme après tout c'est sur lui que s'arrêteront l'estime et le choix des chambres, il sera forcé de les jeter par-dessus bord, comme un lest inutile et dangereux par le gros temps. Toute autre issue lui est interdite. Le maréchal, nous n'en doutons pas, est rempli de bonnes intentions pour les autres ministres, il leur porte une bienveillance sincère, il les voit avec plaisir, il les défend, il les estime ; mais il les tue.

Le ministère tout entier aura beau se blottir derrière le maréchal Gérard, la chambre le fera déguerpir de sa cachette. Le coup est frappé, et le ministère se l'est porté lui-même. En consentant à sacrifier le maréchal Soult, il a consenti à ce que le grand jour fut porté dans les affaires, et le grand jour, c'est le renversement de tout ce qui est, c'est la guerre à l'agiotage, au monopole des nouvelles et à l'exploitation du télégraphe ; c'est la guerre aux marchés onéreux, aux adjudications fictives et aux pots-de-vin ; c'est la guerre aux fonds secrets et aux manœuvres de police ; c'est la réforme et l'amélioration de tout, c'est une loi de responsabilité réelle pour les ministres ; c'est tout ce que les ministres actuels refusent de faire et de consentir depuis quatre ans, soit comme ministres, soit comme députés, soit comme écrivains et orateurs du gouvernement ; c'est la condamnation de tout ce

qu'ils ont fait pour la plupart, de tout ce qu'ils font encore en ce moment. Voyez comme l'éloge des honnêtes gens est depuis quelques jours dans toutes les bouches, voyez comme l'appel du maréchal Gérard à la bonne foi a retenti dans toute la France, comme cette simple pensée qu'il a écrite au roi dans son rapport, a été adoptée avec chaleur et répétée partout comme le plus naïf proverbe populaire. Tous ces symptômes sont menaçans pour vous, et il faut vous hâter de renvoyer le maréchal Gérard, si vous voulez rester au ministère.

Ce ministère ne tombera pas seul, soit que le maréchal Gérard ou ses collègues se retirent. En Angleterre, le cabinet est à la veille de se dissoudre, mais par d'autres causes plus faciles à avouer. Les prédictions de M. de Talleyrand s'accomplissent déjà. Lord Melbourne succombe sous son fardeau. On ne fait pas les affaires d'un pays en dormant, et lord Melbourne dort souvent, si toutefois il veille jamais. Lord Brougham est désigné comme devant composer le nouveau ministère. Pour nous, son prochain avènement au poste de premier ministre ne nous avait pas semblé douteux, et nous l'avions annoncé le jour même de la nomination de lord Melbourne. Nous en avions indiqué les conséquences. Avec lord Melbourne finit le ministère de tous ces tories accomplis qui se nomment whigs, comme dit O'Connel dans sa lettre au peuple irlandais. Lord Brougham, chef du cabinet, serait le signal d'une rupture complète avec l'aristocratie, et le parti whig n'est pas assez puissant en Angleterre pour lutter avec les tories, dans une querelle sérieuse, sans le secours du radicalisme. C'est là ce qui inquiète si vivement M. de Talleyrand, c'est ce qui lui cause des idées sombres. Il a déjà manifesté le désir de jeter les bases d'une alliance éloignée qu'on pourrait substituer à celle de l'Angleterre, dans le cas où les évènemens qu'il prévoit se réa-

liseraient, car l'alliance anglaise ne pourrait alors se continuer qu'avec un ministère de l'extrême gauche, et ce ministère conviendrait peu à M. de Talleyrand.

L'Espagne est aussi au moment de passer à une nuance politique plus avancée, La lutte de M. Martinez de la Rosa et de M. Torreno contre la liberté de la presse a mal tourné pour le ministère espagnol. On a vu dans la chambre des procuradorès tous les débris du vieux libéralisme de l'émigration combattre la première des libertés constitutionnelles, par des argumens empruntés à M. de Bonald, à M. de Labourdonnaye, et même à M. de Sallaberry. C'est là toute l'instruction qu'ils ont recueillie dans leur long séjour en France pendant la restauration, c'est tout ce que le malheur et l'exil leur ont enseigné. Ferdinand vii eut grand tort de redouter de pareils hommes. Il fallait leur ouvrir les portes de l'Espagne qui leur furent si long-temps fermées, et qu'ils n'eurent pas l'énergie de forcer quand il y avait quelque courage à le faire. Avec de tels ministres, l'Espagne perdrait bientôt toutes ses antiques libertés provinciales, sans gagner la liberté constitutionnelle qui là peut-être ne les vaut pas. Ce malheureux Martinez de la Rosa, qui se montrait si empressé d'échapper à la censure de M. de Corbière, déclare aujourd'hui que la monarchie dont il est le ministre ne peut subsister avec la liberté de la presse ! Il est vrai que c'est aussi le langage que tiennent M. Thiers et ses amis. On doit s'attendre à recevoir bientôt la nouvelle de la retraite forcée de M. Martinez de la Rosa et de son digne collègue Torreno.

Les derniers jours de cette quinzaine sont marqués à Paris par un grand calme. Le roi est parti pour visiter ses domaines, emmenant avec lui M. Thiers, qui ne demande qu'à ne pas s'occuper des affaires de son ministère ; M. Duchâtel chasse, M. de Rigny

se promène, le maréchal Gérard est toujours malade, et M. Guizot attend avec sagacité les évènemens. La société de Paris, si active, si ardente, si mêlée par goût à toutes les affaires politiques, est absente tout entière. Les femmes de Paris surtout se sont lancées au loin ; on les trouve éparses sur toutes les routes de la Suisse, à Naples, à Vienne, à Venise. Les eaux ont eu peu d'attraits pour elles cette année. La mode est aux voyages. Si ce goût augmente un peu, l'été prochain on les verra en Égypte, à Alger, aux ruines de Thèbes, ou assises sur les dernières colonnes d'Athènes. On se prépare déjà cependant aux plaisirs de l'hiver, qui sera plus brillant que jamais, s'il faut en juger par les apparences. Un grand nombre d'étrangers de distinction se sont donné rendez-vous à Paris pour y vivre avec magnificence. Lord Grey, entr'autres, se fait meubler un hôtel.

L'Opéra reçoit des lettres de change de Vienne, de Londres et de Berlin, pour la location de ses loges, et l'on s'y prépare à mériter cette vogue européenne. Aujourd'hui même doit avoir lieu la première représentation de La Tempête, délicieux ballet, dit-on, d'une magnificence digne du lieu, où débutera Fanny Essler, célèbre à Londres par sa danse originale et gracieuse, et à Vienne par l'amour qu'elle avait inspiré au malheureux duc de Reichstadt. On annonce aussi la prochaine représentation d'un opéra de M. Halevy dont on dit la musique fort belle, puis un opéra de M. Meyerbeer, et des bals d'un effet tout nouveau.

L'Opéra-Italien sera aussi très-brillant. Avec Tamburini, Rubini, Lablache et Ivanoff, viendront, à la fin de ce mois, Julie Grisi, M Finck-Loor et Brambilla. Le Mariage secret de Cimarosa, les Puritains de Bellini, et le Faliero de Donizetti, seront chantés par cette belle troupe.

Enfin on assure que le faubourg Saint-Germain, ayant compris que son influence est dans ses salons, dans son bon goût et dans son luxe, a résolu de rivaliser cet hiver avec le faste financier du juste-milieu, et que quelques beaux et nobles hôtels vont enfin se rouvrir. On cite un grand seigneur de la restauration, très-connu par sa passion pour les arts, et par sa richesse, à qui la duchesse d'Angoulême aurait dit : « Votre place est à Paris, M. le duc ; c'est là que vos amis peuvent employer toute leur influence. » Il n'en faut pas davantage pour faire rentrer toute l'émigration du faubourg Saint-Germain, qui commence déjà à s'ennuyer beaucoup à Rome et à Vienne.

— Nous avons rendu compte dans le temps (livraison du 1 novembre 1832) des Fragments of Voyages and Travels du capitaine Basil Hall, et nous exprimions alors le désir de voir publier en France une traduction du Voyage aux États-Unis du même auteur. En effet, aucune production de ce spirituel écrivain n'est indifférente, et c'est avec plaisir que nous annonçons à nos lecteurs la publication de cette traduction. Le capitaine Basil Hall est un des meilleurs écrivains de l'Angleterre moderne. C'est un observateur plein de tact et de finesse, et peu de relations de voyages offrent autant de charme et d'attrait que les siennes. Cependant l'auteur est tory, et peut-être n'a-t-il pas jugé la république américaine avec une complète impartialité.

— Le nouvel ouvrage de George Sand, Jacques, paraît aujourd'hui, 15 septembre.

— M. Klaproth vient de publier une Lettre à M. de Humboldt sur l'invention de la boussole.

— L'Histoire de France de l'abbé Montgaillard, qui avait eu déjà six éditions, se réimprime maintenant par livraisons de 48 pages in-8, avec une gravure sur acier.

Sources et licence

Texte : https://fr.wikisource.org/wiki/Chronique_de_la_quinzaine_-_14_septembre_1834. Domaine public ; transcription Wikisource CC BY-SA 4.0. Mise en forme : liregratuitement.com. Tout ce que nous ajoutons reste libre.